

Convention collective départementale

IDCC : 1479. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, CONNEXES
ET SIMILAIRES
DU DÉPARTEMENT DE L'AISE
(23 octobre 1987)**

(Bulletin officiel n° 1990-09 bis)

(Etendue par arrêté du 25 octobre 1988,
Journal officiel du 6 novembre 1988)

■ *Journal officiel* du 30 août 2005

**Arrêté du 18 août 2005 portant extension de deux accords conclus
dans le cadre de la convention collective des industries métallur-
giques, mécaniques et connexes de l'Aisne (n° 1479)**

NOR : SOCT0511643A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 10 novembre 2004, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de l'Aisne du 23 octobre 1987 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 15 avril 2005 relatif à la prime de vacances des salariés, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 15 avril 2005 relatif aux garanties de rémunération effective (GRE) et aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 14 juin 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de l'Aisne du 23 octobre 1987, tel qu'étendu par arrêté du 25 octobre 1988, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 15 avril 2005 relatif à la prime de vacances des salariés, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 15 avril 2005 relatif aux garanties de rémunération effective (GRE) et aux rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Le deuxième alinéa de l'article 1^{er} de l'accord relatif aux GRE et RMH est étendu sous réserve de l'application de l'article 5 de l'accord national du 17 janvier 1991 qui précise que les garanties de rémunération effective supportent les majorations pour heures supplémentaires.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 août 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,

P. FLORENTIN

Nota. – Le texte des accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/22, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.